

Les subsides

3. Espère que l'autre grande puissance nucléaire trouvera aussi le moyen de satisfaire à la demande de l'Assemblée générale avant la clôture de sa trente-neuvième session;

4. Décide d'inclure à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session une rubrique intitulée «Mise en œuvre de la résolution 39/... de l'Assemblée générale sur le gel des armes nucléaires».

et qu'elle demande au gouvernement d'en faire sa politique et de rejeter ainsi la position du gouvernement précédent.

—Monsieur le Président, je voudrais commencer cet important débat à la Chambre des communes en citant un vieux proverbe chinois qui dit: «Si nous ne changeons pas de direction, nous aboutirons à l'endroit vers lequel nous allons.» Ce proverbe décrit très bien ce qui attend inévitablement le monde si nous ne mettons pas un terme à la course aux armements nucléaires. Si nous n'arrêtons pas, monsieur le Président, nous risquons fort qu'un jour une autre bombe nucléaire éclate. Si cela arrive, il y a de bonnes chances pour que l'humanité tout entière soit menacée. Il est temps que le Parlement donne l'exemple pour mettre fin à cette folie nucléaire.

Le 20 novembre, le comité des Nations Unies a voté sur la question du gel nucléaire. Le Canada figurait malheureusement parmi une faible minorité de pays qui ont voté contre ce gel. Pour bien décrire ce qui se passe dans le monde depuis ce vote, l'arsenal nucléaire mondial s'est accru d'une puissance nucléaire équivalant à 2,800 fois celle de la bombe d'Hiroshima. Je le répète; depuis le 20 novembre, nous avons ajouté à l'arsenal nucléaire mondial une puissance destructive 2,800 fois supérieure à celle de la bombe qui a dévasté Hiroshima.

Nous avons là une résolution qui demande aux superpuissances d'arrêter la course aux armements nucléaires. Cette résolution se fonde à la fois sur l'espoir et le réalisme. Elle présente deux aspects essentiels, selon moi; premièrement, elle s'applique aux deux superpuissances. Si l'une n'y donne pas suite, l'autre n'a aucune obligation. C'est là un aspect crucial et réaliste de toute initiative qui peut être prise dans le monde d'aujourd'hui. Le deuxième élément de cette résolution, également très présent dans la pensée de ceux qui l'appuient, c'est la vérifiabilité des mesures prises. Autrement dit, si les deux superpuissances finissent par entendre raison et accepter le premier point en s'engageant dès maintenant à arrêter la course aux armements, puis si par la suite l'une d'elles hésite à permettre des vérifications et dresse des obstacles pour empêcher l'examen de la progression de son arsenal nucléaire, l'autre puissance n'aura plus la moindre obligation.

Je le répète, non seulement cette résolution est optimiste, en ce sens qu'elle commencera à donner espoir aux générations actuelles et futures, mais elle est également réaliste. Cela n'a rien d'utopique. Nous devrions pouvoir obtenir l'appui des secteurs les plus militaristes de l'Union soviétique et des États-Unis, s'ils sont vraiment sincères quand ils prétendent vouloir défendre leur pays. Et cette résolution repose sur la notion de vérifiabilité.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur ce qu'il y a d'horrible à affecter autant de ressources au nucléaire, alors que des millions de gens meurent de faim dans le monde. Je ne veux pas non plus parler des conséquences possibles d'une guerre

nucléaire, car il en a déjà été question à la Chambre et, au cours du débat, d'autres collègues vont sûrement faire allusion à ces aspects très importants de la question. C'est sur le nouveau gouvernement que j'attire l'attention ce matin, car il a promis des changements, une nouvelle orientation, particulièrement dans ce domaine, et une approche différente, mais il me semble manquer de détermination.

● (1110)

En février dernier, le premier ministre (M. Mulroney), qui était alors chef de l'opposition, a déclaré: «Il faut que la Chambre redevienne l'instrument qui permettra d'établir un consensus national sur le défi à relever dans les affaires extérieures.» C'était un beau discours et l'expression de sentiments sincères que nous partagions tous. Toutefois, je tiens à dire au leader du gouvernement à la Chambre (M. Hnatyshyn), qui est ici pour le débat d'aujourd'hui, que si jamais il a existé un consensus national et international dans le monde, c'est bien sur la nécessité de convaincre les États-Unis et l'Union soviétique de cesser de mettre au point, de fabriquer et de déployer des armes nucléaires. Ce consensus existe.

Le leader du gouvernement à la Chambre n'a qu'à regarder autour de lui pour constater que les chefs religieux de presque toutes les confessions, les syndiqués, les groupes féminins, les groupes pacifistes—des centaines—des associations d'anciens combattants, des jeunes, des vieux, des Canadiens de l'Ouest et de l'Est, en fait, que 85 p. 100 des répondants au plus récent sondage Gallup sur cette question se sont dits en faveur d'un gel nucléaire vérifiable. Au-delà de nos frontières, dans toutes les régions de la planète, les pays de toutes sortes d'idéologies s'entendent sur cette importante question. A leur avis, les superpuissances devraient imposer un gel nucléaire mutuellement vérifiable. Plus du tiers des membres de l'OTAN ont refusé de voter contre le gel nucléaire: 111 ont voté pour et 12 contre. J'ai honte d'être Canadien, car mon gouvernement était au nombre des 12 pays qui ont voté contre le gel nucléaire.

Faisons abstraction de la scène internationale et de notre propre pays, et parlons des États-Unis qui retiennent tant l'attention du nouveau gouvernement. Qu'ont-ils fait? On sait que la Chambre des représentants aux États-Unis s'est prononcée en faveur du gel, comme d'ailleurs des anciens généraux de l'OTAN et l'ex-directeur de la CIA. Dernièrement, des chefs d'entreprise de toutes sortes ont appuyé le gel nucléaire. Le gouvernement devrait lire un article remarquable dans *Newsweek* du 19 novembre au sujet d'un groupe d'hommes d'affaires importants des États-Unis qui ont pris une initiative qui va plus loin que la résolution dont la Chambre est saisie. Walter Mondale, ex-candidat à la présidence des États-Unis, ainsi que des représentants et des sénateurs républicains et démocrates veulent tous le gel. La majorité des Américains sont en faveur d'un gel nucléaire vérifiable. A vrai dire, exception faite de Ronald Reagan, presque tous les Américains préconisent un gel nucléaire vérifiable. C'est un fait.